

Aide caprine (AC) • campagne 2026

Pour tous les départements de métropole (hors Corse)

NOTICE d'utilisation

Télédéclaration

**Vous devez déclarer sur le site telepac votre *Demande d'aide caprine (AC)*.
N'oubliez pas de la signer en ligne.**

Vous pouvez télédéclarer sur le site telepac des *Bordereaux de perte et de localisation des animaux* durant toute la période de détention obligatoire.

Vous pouvez télécharger des pièces justificatives nécessaires le cas échéant.

Tout demandeur d'une aide animale doit s'assurer que les informations relatives à son exploitation sont correctes dans la télédéclaration des données d'exploitation de telepac, ou les modifier dans le cas contraire.

Dispositions générales

1. Qui peut demander l'aide caprine ?

Vous pouvez demander l'aide caprine si :

- vous êtes agriculteur actif ;

Attention :

Pour vérifier votre qualité d'agriculteur actif, si vous ne l'avez pas encore fait, il est fortement conseillé de renseigner votre numéro de sécurité sociale dans le module de télédéclaration des données de l'exploitation.

Par ailleurs, **si votre exploitation est en forme sociétaire**, vous devrez veiller à ce que chacun des associés soit identifié dans le dossier de la forme sociétaire. Chaque associé devra par ailleurs mettre à jour lui-même dans son dossier personnel l'ensemble des informations demandées, en particulier sa date de naissance et son numéro de sécurité sociale.

- vous déclarez au moins **25 chèvres éligibles** ;
- vous maintenez l'effectif déclaré sur votre exploitation pendant toute la période de détention obligatoire (PDO) de 100 jours (cette période s'étend du **3 février au 13 mai 2026 inclus**) ;
- vous êtes enregistré à l'EDE conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 30 juillet 2014 relatif à l'enregistrement des exploitations et des détenteurs).

Infection de l'exploitation par la fièvre catarrhale ovine

Les mortalités de chèvres éligibles dues à la FCO intervenues en cours de période de détention obligatoire peuvent être reconnues comme un cas de force majeure (voir partie **8.b - Notifier les cas de diminution d'effectif**).

2. Quels animaux peuvent être primés ?

Un animal éligible à l'aide caprine est une **femelle de l'espèce caprine qui, au plus tard le 13 mai 2026, a mis bas au moins une fois ou est âgée au moins d'un an, et a été maintenue pendant toute la PDO**. Pour être éligibles, les femelles doivent respecter les règles d'identification et d'enregistrement fixées par la réglementation sanitaire.

L'aide caprine est versée pour un effectif d'au moins 25 chèvres et plafonné à 400 chèvres par exploitation (avec application de la transparence GAEC). Le remplacement pendant la PDO des animaux engagés par des chèvres ou des chevrettes éligibles est possible (cf. paragraphe « *Notifier les remplacements d'animaux éligibles* » plus loin dans la présente notice).

Transparence GAEC

Si la demande est formulée au nom d'un GAEC, le plafond de 400 chèvres primables s'appliquera au niveau de chaque associé actif selon la répartition du cheptel basée sur les parts sociales détenues. Si ce calcul est défavorable en raison des parts détenues par des associés non actifs, la transparence ne sera pas appliquée de manière à ne pas pénaliser le demandeur.

3. Les conditions de dépôt de la déclaration

La *Demande d'aide* doit impérativement être télédéclarée sur le site telepac le **2 février 2026 au plus tard**. Toute demande télédéclarée sur le site telepac entre le 3 et le 27 février 2026 inclus fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés).

Aucune *Demande d'aide caprine* ne pourra être déposée après le 27 février 2026.

4. Contenu de la demande d'aide

Dans le cadre de votre télédéclaration vous devez :

- vérifier les coordonnées bancaires ou les renseigner si vous demandez pour la première fois l'aide ou si vous changez de références bancaires pour le paiement de la campagne 2026 ;

Attention :

Le nom figurant sur vos références bancaires doit correspondre exactement au nom du demandeur. Dans le cas contraire, les références bancaires ne peuvent pas être prises en compte.

- renseigner votre **Demande d'aide** en indiquant le nombre de femelles pour lequel vous demandez l'aide. Enfin, vous devez indiquer les lieux où seront localisés les animaux.

Attention :

N'oubliez pas de SIGNER votre demande.

Une demande non signée **ne peut pas être prise en compte.**

5. Retrait, redépôt et modification de la demande

Après son dépôt, vous pouvez revenir sur votre **Demande d'aide** sous certaines conditions.

- Jusqu'au 2 février 2026, vous pouvez effectuer toute modification de votre télédéclaration et en particulier augmenter votre nombre de femelles engagées sans réduction pour dépôt tardif. Dans ce cas, vous devez le faire dans le cadre d'un redépôt d'aide, en modifiant sous telepac votre **Demande d'aide** initiale. N'oubliez pas de signer cette nouvelle demande afin que les nouveaux éléments déclarés soient pris en compte.
- Jusqu'au 27 février 2026, vous pouvez effectuer ces modifications, en envoyant à votre DDT(M) le **Formulaire de redépôt** téléchargeable sur telepac. En cas d'ajout d'animaux, celui-ci ne peut porter que sur des animaux présents sur l'exploitation depuis le premier jour de la période de détention obligatoire. Pour les dépôts postérieurs au 2 février 2026 et entraînant une augmentation de l'effectif engagé à l'aide, une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré pour dépôt tardif sera appliquée. Toute diminution de la demande liée à une perte d'animaux doit être notifiée à la DDT(M) dans les 10 jours ouvrés suivant la sortie des animaux de l'exploitation. Vous devez

utiliser à cet effet le **Bordereau de perte** disponible sur telepac. Vous y indiquerez le nombre d'animaux perdus, le motif de la réduction de l'effectif engagé ainsi que, le cas échéant, le nombre d'animaux que vous remplacez.

Attention :

La notification auprès de l'EDE dans les délais réglementaires et la notification de perte via le **Bordereau de perte** sont deux démarches différentes obligatoires à effectuer.

6. Le versement des aides

Le montant indicatif de l'aide s'élève à 13,80 €/animal. Ce montant est susceptible d'être modifié en fonction du nombre d'animaux éligibles après réalisation des contrôles administratifs et sur place et des possibilités de transferts budgétaires.

L'aide sera versée par l'Agence de services et de paiement (ASP) à partir du 1^{er} décembre 2026.

Il pourra être versé une avance allant jusqu'à 50% du montant de l'aide à partir du 16 octobre 2026 (après prise en compte des résultats des contrôles administratifs et sur place).

7. Dépôt de la déclaration de surfaces

Si vous disposez de surfaces agricoles exploitées, vous devez déposer un dossier de déclaration de surfaces au plus tard le 15 mai 2026.

La déclaration de surfaces doit comprendre toutes les parcelles que vous possédez, que vous louez, ou dont vous avez l'usage et que vous utilisez à des fins agricoles. Elle permet notamment de contrôler et de vérifier la localisation de vos animaux.

Vos engagements

8. Détenir les animaux éligibles sur votre exploitation

En signant votre **Demande d'aide caprine**, vous vous engagez à maintenir en permanence l'effectif éligible déclaré sur votre exploitation du **3 février au 13 mai 2026 inclus**.

Afin de pouvoir vérifier cet engagement, la DDT(M) doit pouvoir d'une part localiser le cheptel éligible tout au long de cette période de détention, et d'autre part être tenue au courant des pertes qui affectent le cheptel éligible. Dans ce cadre, des bordereaux que vous pouvez utiliser tout au long de la période de détention obligatoire sont disponibles sur telepac ou auprès de la DDT(M).

a. Localiser les animaux

Vous pouvez déclarer les lieux de détention de votre cheptel au cours de la période de détention lors de votre télédéclaration (paragraphe « *localisation des animaux* »), ou avec le **Bordereau de localisation** (formulaire papier ou sur telepac) si vous déplacez vos animaux en cours de PDO. **Tout lieu de localisation des animaux, même temporaire, doit être communiqué à la DDT(M).**

Lorsque vous remplissez votre formulaire de **Demande d'aide caprine**, si vos animaux sont localisés au cours de la période de détention obligatoire, même temporairement :

- **dans un bâtiment de votre exploitation** : vous devez préciser la commune où est localisé ce bâtiment dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire ;
- **sur des parcelles déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2025** : vous devez cocher la case « *sur des îlots figurant dans le registre parcellaire de ma déclaration*

de surfaces 2025 » dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire ;

- **sur des parcelles que vous n'avez pas déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2025** : vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2025* » dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire de demande et préciser le nom de la commune de localisation, l'exploitant concerné, et, si vous les connaissez, les numéros d'îlots concernés ;
- **sur des estives, des alpages ou des parcours collectifs** : vous devez cocher la case « *sur des estives, alpages ou parcours collectifs* » dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire et préciser la dénomination de l'estive.

Exemples

- Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot acquis depuis votre dernière déclaration de surfaces, vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2025* » même si ces îlots seront déclarés dans votre déclaration de surfaces 2026.
- Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot prêté par un autre exploitant à des fins de pâturage, vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2025* » même si le déplacement est temporaire.

Au cours de la période de détention obligatoire :

- si vous **déplacez vos animaux**, même temporairement, dans des lieux qui n'ont pas été déclarés dans votre formulaire de demande (par exemple un îlot acquis depuis le dépôt de votre demande), vous devez adresser un **Bordereau de localisation** à la DDT(M) **avant de déplacer vos animaux** (voir ci-dessous le paragraphe « comment remplir un bordereau de localisation ») ou utiliser le service de télédéclaration de la localisation sur telepac.

Comment remplir un **Bordereau de localisation** ?

Après avoir renseigné les informations vous concernant (pacage, nom, ...) vous devez cocher la ou les cases correspondant à votre situation.

Dans le cas où vous allez déplacer vos animaux sur des îlots non déclarés dans le registre parcellaire de votre déclaration de surfaces 2025, vous devez compléter le tableau du formulaire. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- vous connaissez les références de ces îlots, alors indiquez le numéro Pacage ou le nom de l'exploitant ayant déclaré ces îlots, la commune où ils sont localisés, ainsi que leurs références ;
- si vous ne connaissez pas les références des parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux, alors indiquez de la manière la plus précise possible la localisation de ces parcelles (commune, nom du propriétaire éventuel, lieu-dit ou autres précisions).

b• Notifier les cas de diminution d'effectif

Vous devez communiquer à la DDT(M) toute diminution, au cours de la période de détention obligatoire, de l'effectif engagé :

- **s'il s'agit d'une vente**, par exemple, vous devez notifier cette perte dans un délai de **10 jours ouvrés** (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés). Vous devez de plus notifier ce mouvement auprès de l'EDE dans un délai de 7 jours après le départ des animaux ;
- **s'il s'agit d'une circonstance naturelle** : lorsqu'un animal meurt des suites d'une maladie ou des suites d'un accident dont vous ne pouvez pas être tenu pour responsable et que cette disparition vous empêche de respecter le maintien de l'effectif engagé pendant la période de détention obligatoire, vous devez notifier cette perte dans un délai de **10 jours ouvrés** (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) **et envoyer un courrier à la DDT(M)** demandant la prise en compte de la circonstance naturelle accompagné des justificatifs correspondants ;
- **s'il s'agit d'un cas de force majeure**, c'est à dire lorsqu'un événement exceptionnel comme une catastrophe naturelle, une épizootie ou une incapacité professionnelle de longue durée (les cas de force majeure sont précisément définis par la réglementation) vous empêche de respecter votre engagement de maintien des animaux sur votre exploitation, vous devez notifier cette perte dans un délai de **30 jours ouvrés** (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) **et envoyer un courrier à la DDT(M)** demandant la prise en compte de la force majeure accompagné des justificatifs correspondants.

En cas de changement de détenteur en cours de PDO (ex. : cessation d'activité et reprise par un autre détenteur), les mouvements des animaux doivent être notifiés à l'EDE même si les animaux ne changent pas de localisation et la notification via le **Bordereau de perte** doit également être transmise dans les délais à la DDT(M).

La notification s'effectue au moyen du **Bordereau de perte**. Indiquez sur le **Bordereau de perte** la date de la perte, le nombre d'animaux perdus, ainsi que le motif de la perte.

Attention :

un **Bordereau de perte** ne doit présenter que des pertes ayant eu lieu à une même date.

c• Notifier les remplacements d'animaux éligibles

Vous avez la possibilité de remplacer un animal éligible par un autre au cours de la période de détention obligatoire. L'animal doit être remplacé dans un délai de 10 jours calendaires et être inscrit dans le registre dans un délai de 3 jours calendaires. Vous devez notifier à la DDT(M) ce remplacement dans les 10 jours ouvrés (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) suivant le remplacement au moyen du **Bordereau de perte**. S'il s'agit d'un achat ou d'une prise en pension, vous devez de plus notifier ce mouvement à l'EDE dans un délai de 7 jours après l'arrivée des animaux.

Attention :

un **Bordereau de perte** ne doit présenter que des pertes ayant eu lieu à une même date.

Vous avez la possibilité de remplacer des animaux éligibles engagés et sortis par des **chevrettes éligibles nées et identifiées au plus tard le 31 décembre 2025**, dans la limite de **20% de l'effectif engagé**. Vous devez **notifier tous les remplacements par des chevrettes**, qu'elles soient déjà présentes ou non sur votre exploitation au début de la période de détention obligatoire.

d• Justifier du maintien de l'effectif éligible

En cas de contrôle sur votre exploitation, le contrôleur doit pouvoir vérifier, sur la base d'un **registre**, que le nombre de femelles que vous déclarez dans votre **Demande d'aide caprine** est bien présent sur votre exploitation pendant toute la période de détention obligatoire.

Vous devez donc détenir les informations suivantes :

- le nombre des chèvres qui ont mis bas au moins une fois ou qui sont âgées d'au moins un an au 13 mai 2026 ;
- les mouvements de chèvres (nombre de chèvres entrées et sorties) ;
- si vous avez remplacé des femelles éligibles par des chevrettes éligibles, la liste des chevrettes ainsi que leur date de naissance, et la date de pose de leurs repères d'identification.

Si vous ne disposez pas déjà d'un système de suivi permettant d'enregistrer ces informations, vous devez tenir à jour le registre **Document de suivi des mouvements des chèvres disponible sur telepac ou auprès de la DDT(M).** La **Notice** de ce **Document de suivi** recense notamment toutes les pièces à conserver afin de pouvoir justifier du maintien de l'effectif éligible sur votre exploitation au cours de la période de détention obligatoire.

9. Respecter la réglementation relative à l'identification des animaux

1 – Le respect de la réglementation concerne toutes les femelles (chèvres et chevrettes) potentiellement éligibles et consiste notamment à :

- identifier chaque caprin, conformément à la réglementation sanitaire (arrêté du 19/12/05 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine modifié) ;
- maintenir en permanence les repères d'identification des caprins. Cette identification comprend obligatoirement un repère d'identification électronique ;
- tenir un registre d'identification comportant toutes les informations propres à l'identification et aux mouvements des animaux.

Ce document doit comporter :

- le recensement des animaux âgés de plus de 6 mois présents au 1^{er} janvier 2026 ;
- le nombre d'animaux nés au cours de l'année 2025 ;
- le double ou la copie des documents de circulation des animaux entrés ou sortis de l'exploitation ;
- le double des documents d'enlèvement (équarrissage) ;
- la liste des repères livrés et la date de pose de chaque repère ;
- notifier tous les mouvements d'animaux à l'EDE et respecter le délai de notification de ces mouvements (7 jours).

2 – De plus, le respect de la réglementation comporte la nécessité, dans le cadre de l'aide caprine, d'**identifier les chevrettes destinées à remplacer des femelles engagées et sorties**. Cette identification doit être réalisée :

- au moyen d'une boucle électronique au plus tard le 31 décembre 2025,
- puis, au moyen d'une deuxième boucle, dite boucle conventionnelle, avant l'âge de 6 mois.

Par ailleurs, le **registre d'identification** doit comporter la liste des chevrettes potentiellement éligibles (nées au plus tard le 31 décembre 2025 et correctement identifiées).

Si vous souhaitez des informations plus précises sur vos obligations en matière d'identification de vos animaux, vous pouvez contacter le service Identification de l'Établissement départemental de l'élevage (EDE).

Attention :

Les animaux n'ayant jamais été identifiés sont susceptibles d'être euthanasiés.

Vérifications et réductions

10. Dépôt tardif

Toute **Demande d'aide caprine** télédéclarée sur le site de telepac entre le 3 et le 27 février 2026 inclus fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés). La demande d'aide après le 27 février 2026 ne sera pas possible.

11. Contrôles

Au moins 10% des demandeurs d'aide caprine 2026 feront l'objet d'un contrôle sur place. Ces contrôles sont réalisés par les Directions régionales de l'Agence de services et de paiement (ASP). Vous vous engagez dans votre demande d'aides à permettre l'accès de votre exploitation aux autorités compétentes et à faciliter le contrôle (contention des animaux si nécessaire, présentation de tout document utile au contrôle). **Il est rappelé que tout refus de contrôle entraîne le rejet de la demande d'aides pour l'année considérée.**

a• Vérification de l'effectif de femelles éligibles (chèvres et chevrettes de remplacement) présentes sur votre exploitation (contrôle physique)

Le contrôleur procède à un comptage des femelles éligibles et vérifie qu'elles sont correctement identifiées. Seules les femelles correctement identifiées sont comptabilisées dans votre effectif éligible.

Le contrôleur vérifie que vous êtes bien détenteur des femelles éligibles, à partir d'un échantillon. Une extrapolation à partir des animaux constatés comme non détenus dans l'échantillon sera effectuée sur l'effectif total afin de déterminer au prorata un effectif d'animaux non détenus. Ces animaux seront déduits de l'effectif éligible.

Le contrôleur vérifie que les femelles éligibles sont localisées conformément aux éléments que vous avez déclarés dans votre **Demande d'aide caprine** (au paragraphe « *localisation des animaux* ») ou dans vos **Bordereaux de localisation**.

b• Vérification de l'effectif de femelles éligibles (chèvres et chevrettes de remplacement) présentes sur votre exploitation (contrôle documentaire)

Documents à présenter au contrôleur

- La liste des numéros des repères d'identification livrés et leur date de pose ou le carnet de mises bas.
- Le **Document de suivi** des femelles éligibles ou une liste par numéro individuel d'identification.

- Les justificatifs à fournir à l'appui des documents de suivi des femelles éligibles :

- factures de vente / achat,
- bons d'enlèvement,
- bons d'équarrissage,
- documents de circulation,
- bordereaux de perte/remplacement,
- documents permettant d'attester de la détention d'un animal qui n'est pas né sur l'exploitation.

Le contrôleur vérifie les conditions d'éligibilité des femelles à l'aide des documents justificatifs (liste des repères d'identification livrés et leur date de pose, carnet de mises bas).

Si vous ne disposez pas de ces documents, les femelles ne sont pas comptabilisées dans votre effectif éligible.

Le contrôleur vérifie que vous avez un document sur lequel est inscrit :

- le nombre de chèvres éligibles, c'est-à-dire le nombre de femelles qui auront au moins 12 mois ou qui auront mis bas au 13 mai 2026 ;
- le nombre de chèvres entrées sur l'exploitation et celles sorties de l'exploitation entre le 3 février 2026 et le jour du contrôle ;
- le nombre de chevrettes éligibles, c'est-à-dire le nombre de femelles jeunes nées sur l'exploitation et identifiées conformément à la réglementation au plus tard le 31 décembre 2025.

Si vous ne disposez pas de ce document, aucune femelle n'est éligible à l'aide.

Le contrôleur vérifie que les Bordereaux de perte/remplacement ont été effectués dans les délais et, dans le cas d'achats/ventes de femelles éligibles, que la notification auprès de l'EDE a été réalisée dans les délais.

Le non-respect de ces délais peut entraîner une réduction de l'aide voire des sanctions.

12. Réductions en cas d'écart

Les animaux pour lesquels il est constaté lors du contrôle sur place qu'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité ne sont pas payés.

Par ailleurs, lorsqu'un écart est constaté entre l'effectif engagé lors de votre déclaration et l'effectif maintenu éligible constaté suite au contrôle sur votre exploitation, une sanction est calculée pouvant aller jusqu'à un non paiement de l'aide et, pour les écarts les plus importants, au calcul d'une sanction supplémentaire.